

LETTR E OUVERTE

Le ministère français des Affaires étrangères doit revenir sur ses déclarations relevant de la désinformation et garantir l'indépendance des mandats des Nations Unies, tandis que la Cour internationale de Justice examine les allégations de génocide liées aux opérations menées par Israël à Gaza.

18 février 2026

À l'heure où la désinformation connaît une intensification préoccupante à l'échelle mondiale, il est particulièrement alarmant que le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, se soit appuyé sur des contenus manipulés et en ait amplifié la portée dans des déclarations visant Mme Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé.

Le 11 février 2026, le ministre Barrot a fait référence à une version numériquement altérée de propos tenus par Mme Albanese lors du Forum des médias d'Al Jazeera, le 7 février 2026, et a publiquement appelé à sa démission. La reprise et la diffusion de contenus contestés ou falsifiés par un haut responsable de l'État soulèvent de graves interrogations quant au respect des exigences de vérification, ainsi qu'à la protection de l'indépendance et de l'intégrité des titulaires de mandat des Nations Unies.

Cette situation dépasse largement le cas d'un mandat individuel. C'est l'intégrité même du système multilatéral qui est en jeu, ainsi que la responsabilité qui échoit aux États membres de garantir que les experts des Nations Unies puissent exercer leurs fonctions en toute indépendance, libres de toute pression politique ou campagne de désinformation.

Une vérification indépendante, réalisée par le programme "Truth or Fake" de France 24, a établi que Mme Albanese n'a jamais qualifié Israël d'« ennemi commun de l'humanité », contrairement à ce qui avait été allégué. Ses propos portaient sur les systèmes permettant des violations à Gaza, s'inscrivant dans le cadre de principes bien établis du droit international, notamment ceux consacrés par la Convention sur le génocide.

La désinformation constitue une menace croissante pour la crédibilité et le fonctionnement des institutions multilatérales, elle érode la confiance et accentue les divisions entre États membres. Les responsables publics ont, à ce titre, une plus grande obligation de procéder à des vérifications rigoureuses et de faire preuve de retenue lorsqu'ils s'expriment au sujet d'experts des Nations Unies.

Cette controverse ne saurait détourner l'attention des massacres de civils, ni de la crise humanitaire et des violations massives des droits humains qui sévissent à Gaza. Les dirigeants ont, en vertu du droit international, la responsabilité collective de protéger les populations civiles, de prévenir de nouvelles atrocités et de garantir l'obligation de rendre des comptes.

La population palestinienne continue de subir des destructions à grande échelle, des pertes humaines considérables et de sévères restrictions à l'acheminement de l'aide humanitaire, soulevant des préoccupations urgentes au regard du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Ces questions font actuellement l'objet d'un examen par plusieurs juridictions internationales, notamment la Cour internationale de Justice, saisie d'allégations fondées sur la Convention sur le génocide concernant la conduite de l'État d'Israël à Gaza.

La France a historiquement joué un rôle de premier plan dans la défense du droit international et du multilatéralisme. En conséquence, nous appelons le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères à :

- revenir sur ses déclarations inexactes concernant Mme Albanese et à les rectifier;
- réaffirmer de manière claire et sans équivoque son attachement à l'indépendance des titulaires de mandat des Nations Unies;
- honorer pleinement ses obligations visant à protéger et à renforcer les institutions multilatérales.

Le manquement à ces principes fondamentaux serait de nature à affaiblir la crédibilité des institutions internationales et à porter atteinte à l'ordre international fondé sur le droit.

Cela ne doit pas devenir la norme.

Signataires :

1	Bernard	Bot	Ex-ministre des Affaires étrangères	Pays-Bas
2	Laurens Jan	Brinkhorst	Ex-ministre des Affaires étrangères Ex-ambassadeur pour l'Union Européenne, ancien professeur émérite	Pays-Bas
3	Hedy	D'Ancona	Ex-ministre des Affaires étrangères, Ex-membre du parlement européen, Ex-Sénateur	Pays-Bas
4	Mogens	Lykkefolt	Ex-ministre des Affaires étrangères et Président de l'assemblée générale de l'ONU	Danemark

5	Susana	Malcorra	Ex-ministre des Affaires étrangères, Ex-Cheffe de Cabinet à l'ONU, Présidente GWL Voices	Argentine
6	Naledi	Pandor	Ex-ministre des Affaires étrangères	Afrique du Sud
7	Jan	Pronk	Professeur émérite, Ex- représentant spécial de l'ONU pour le Soudan, Ex-ministre de la coopération au développement international	Pays-Bas
8	Jozias	van Aartsen	Ex-ministre des Affaires étrangères	Pays-Bas
9	Yannis	Varoufakis	Ex-ministre des Finances	Grèce
10	Asaad	Al-Bdairi	Ambassadeur, Délégué permanent de l'Irak à l'UNESCO	Irak
11	Mohammed	Bajrafil	Ambassadeur, Délégué permanent de l'union comorienne à l'UNESCO	Comores
12	Blanka	Jamnisek	Ambassadrice	Slovénie
13	Yves	Aubin de la Messuzière	Ex-ambassadeur	France
14	Susan	Blankhart	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
15	Joan	Boer	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
16	Robert	Bosch	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
17	Yoka	Brandt	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
18	Robert	Brinks	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
19	Leoni	Cuelenaere	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
20	Gerben	de Jong	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
21	Frédéric	Desagneaux	Ex-ambassadeur	France

22	Karel	de Vey Mestdagh	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
23	Simone	Filippini	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
24	Mette	Gonggrijp	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
25	Alphons	Hennekens	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
26	Jan	Hoekema	Ex-ambassadeur, parlementaire et maire	Pays-Bas
27	Dolf	Hogewoning	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
28	Lebet	Jean-Hubert	Ex-ambassadeur	Suisse
29	Marion	Kappeyne van de Coppello	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
30	Sven	Kühn von Burgsdorf	Ex-ambassadeur pour l'UE et représentant de l'UE en Palestine	Allemagne
31	Frans	Makken	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
32	Fritz	Meijndert	Ex-diplomate	Pays-Bas
33	Eddy	Middeldorp	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
34	Ronald	Mollinger	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
35	Jolke	Oppewal	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
36	Patrice	Paoli	Ex-ambassadeur	France
37	Frans	Potuyt	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
38	Lidi	Remmelzwaal	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
39	Patrick	Renauld	Ex-ambassadeur pour l'UE au Liban et en Jordanie	France
40	Jean-Daniel	Ruch	Ex-ambassadeur en Israël	Suisse
41	Rober	Schuddeboom	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
42	Nora	Stehouwer-van Iersel	Ex-ambassadeur en Israël	Pays-Bas

43	Laetitia	van Assum	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
44	Nikolaos	van Dam	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
45	Phillipe	van Damme	Ex-ambassadeur pour l'UE	Belgique
46	Ellen	van der Laan	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
47	Bram	van Ojik	Ex-ambassadeur, ex-parlementaire	Pays-Bas
48	Th. F. (Dick)	van Thessen	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
49	Nada	Yafi	Ex-ambassadrice	France
50	Li	Andersson	Membre du Parlement Européen, The Left	Finlande
51	Abdurrahman	Babacan	Parlementaire, AK Party	Turquie
52	Andrews	Barry	Membre du Parlement Européen	Irlande
53	Malik	Ben Achour	Echevin à Verviers, Ex-sénateur	Belgique
54	Saskia	Bricmont	Membre du Parlement Européen	Belgique
55	Özlem Alev	Demirel	Membre du Parlement Européen, Die Linke	Allemagne
56	Gökçe	Gökçen	Parlementaire, PACE	Turquie
57	Cristina	Guarda	Membre du Parlement Européen	Italie
58	Danielle	Hirsch	Ex-parlementaire, GroenLinks/PvdA	Pays-Bas
59	Veronika	Honkasalo	Parlementaire, Left Alliance	Finlande
60	Farah	Karimi	Sénatrice, GroenLinks/PvdA	Pays-Bas
61	Saskia	Kluit	Sénatrice, GroenLinks/PvdA	Pays-Bas
62	Fabian	Molina	Parlementaire	Suisse
63	Luisa	Morgantini	Ex-vice-présidente du Parlement Européen	Italie

64	Matjaž	Nemec	Membre du Parlement Européen	Slovénie
65	Mauro	Poggia	Sénateur	Suisse
66	Lea	Reisner	Parlementaire, Die Linke	Allemagne
67	Lynn	Ruane	Sénatrice indépendante, membre de l'OSCE	Irlande
68	Jussi	Saramo	Membre du Parlement Européen, The Left	Finlande
69	Judith	Sargentini	Ex-Membre du Parlement Européen	Pays-Bas
70	Lizzy	Schubert	Parlementaire, Die Linke	Allemagne
71	Benedetta	Scuderi	Membre du Parlement Européen	Italie
72	Carlo	Sommaruga	Sénateur, avocat	Suisse
73	Tineke	Strik	Membre du Parlement Européen	Pays-Bas
74	Gala	Veldhoen	Sénatrice, GroenLinks/PvdA	Pays-Bas
75	Catarina	Vieira	Membre du Parlement Européen, GroenLinks-PvdA	Pays-Bas
76	Mô	Bleeker	Conseillère spéciale pour la responsabilité de protéger, ONU	Suisse
77	Reed	Brody	Expert ONU (GHREN - Nicaragua)	Etats Unis/Hongrie
78	Carlos	Castresana Fernandez	Membre de la Commission des droits de l'homme au Soudan du Sud	Espagne
79	John	Dugard	Ancien UN Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens (2001-2008), Professeur	Afrique du Sud
80	Andrew	Gilmour	Ancien Sous-secrétaire général aux droits de l'homme de l'ONU	Royaume-Uni
81	Laura	Londén	Ancienne Sous-Secrétaire générale des Nations Unies	Finlande
82	Michael	Lynk	Ancien Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans	Canada

			les territoires palestiniens (2016-2022), Professeur	
83	Jamie	McGoldrick	Ancien Coordonnateur résident et humanitaire des Nations Unies pour le territoire palestinien occupé	Irlande
84	Yasmin	Sooka	Présidente de la Commission des droits de l'homme sur le Soudan du Sud	Afrique du Sud
85	Joost	Andriessen	Ex-diplomate	Pays-Bas
86	Louise	Anten	Ex-diplomate	Pays-Bas
87	Véronique	Arnault	Ancienne directrice des droits de l'homme et de la démocratie, UE - Service européen pour l'action extérieure	France
88	Willem	Beelaerts van Blokland	Ex-diplomate	Pays-Bas
89	Yves	Besson	Ex-diplomate à l'ONU	Suisse
90	Pieter	Bierma	Ex-diplomate	Pays-Bas
91	Dr Alison	Broinowski	Ex-diplomate	Australie
92	Patrick	Costello	Ex-diplomate	Belgique
93	Angélique	Eijpe	Ex-diplomate	Pays-Bas
94	Thea	Fierens	Ex-diplomate à l'ONU	Pays-Bas
95	Aisja	Hamed	Ex-diplomate	Pays-Bas
96	Ini	Huijts	Ex-diplomate	Pays-Bas
97	Els	Klinkert	Ex-diplomate	Pays-Bas
98	Marije	Klomp	Ex-diplomate	Pays-Bas
99	Pim	Kraan	Ex-diplomate	Pays-Bas
100	Nelleke	Kruijs Voorberge	Ex-diplomate	Pays-Bas

101	Kevin	Kruiter	Ex-diplomate	Pays-Bas
102	Elly	Leemhuis	Ex-diplomate	Pays-Bas
103	Paul	Litjens	Ex-diplomate	Pays-Bas
104	Jaco	Mebius	Ex-diplomate	Pays-Bas
105	Jan	Maas	Ex-diplomate	Pays-Bas
106	Hala	Rharrit	Ex-diplomate	Etats Unis
107	Daan	Rosenberg - Polak	Ex-diplomate	Pays-Bas
108	John Na'em	Snobar	Ex-diplomate	Australie
109	Johanna	Spreeuwenberg	Ex-diplomate	Pays-Bas
110	Tessa	Terpstra	Ex-diplomate	Pays-Bas
111	Winnie	Teunissen	Ex-diplomate	Pays-Bas
112	Hans	Teunissen	Ex-diplomate	Pays-Bas
113	Dia	Timmermans	Ex-diplomate	Pays-Bas
114	Dante	Toppo	Ex-diplomate	Etats Unis
115	Anne Marie	van Bolhuis	Ex-diplomate	Pays-Bas
116	Albert	van der Schaaf	Ex-diplomate	Pays-Bas
117	Berber	van der Woude	Ex-diplomate	Pays-Bas
118	Leo	van der Zwan	Ex-diplomate	Pays-Bas
119	José	van Hussen	Ex-diplomate	Pays-Bas
120	Ellen	van Reesch	Ex-diplomate	Pays-Bas
121	Rebekka	van Roemburg	Ex-diplomate	Pays-Bas

122	Maaïke	van Vliet	Ex-diplomate	Pays-Bas
123	Jean-Daniel	Vigny	Ex-diplomate	Suisse
124	Anneke	Wevers	Ex-diplomate	Pays-Bas
125	Sonja	Zimmerman	Ex-diplomate	Pays-Bas
126	Claire - Lise	Chaignat	Ancien employé de l'OMS, Médecin	Suisse
127	Flavio	Del Ponte	Ancien chirurgien du CICR	Suisse
128	Lucio	Gusetti	Ancien conseiller principal de la Commission européenne pour le droit international et les relations extérieures de l'UE	Italie
129	Faryda	Hussein	Fonctionnaire/ Ex-Staff à l'Union Européenne	Pays-Bas
130	Erik	Pool	Ex-fonctionnaire, Écrivain et Politicien	Pays-Bas
131	Pascal	Richard	Ex-fonctionnaire	Suisse
132	Marylucé	Sartori	Ancienne déléguée CICR	Suisse
133	Annelle	Sheline	Ex-fonctionnaire du Département d'État	Etats Unis
134	Dali	ten Hove	Ex-employé de l'ONU	Pays-Bas
135	Erwin	van Veen	Ex-fonctionnaire	Pays-Bas
136	David	Atwood	Ancien secrétaire général, International Fellowship of Reconciliation	France
137	Jacob	Berger	Réalisateur de films	Suisse
138	Rony	Brauman	Médecin, ancien président de Médecins Sans Frontières	France
139	Jean-François	Corty	Médecin, Président de Médecins du Monde France	France
140	Christophe	Cotteret	Réalisateur de films documentaires	France

141	Jacques	Dubochet	Prix Nobel de chimie 2017, Professeur honoraire à l'Université de Lausanne	Suisse
142	Jérôme	Heurtaux	Politologue, Professeur	France
143	Pr Nago	Humbert	Fondateur et ancien président de Médecins du Monde Suisse. Ancien collaborateur de l'OMS dans les territoires occupés	Suisse
144	Azza	Karam	Président, Lead Integrity INC.	Etats Unis/ Pays-Bas
145	Daniel	Levy	Directeur du programme Moyen- Orient et Afrique du Nord du Conseil européen des relations étrangères. (Ancienne conseiller auprès du Premier ministre israélien Barak, négociateur officiel et principal rédacteur israélien du plan de paix informel de l'Initiative de Genève)	Israël - Royaume-Uni
146	Phil	Lynch	Directeur exécutif, International Service for Human Rights	Suisse
147	Ziad	Majed	Politologue, Professeur	France - Liban
148	Pietro	Majno-Hurst	Professeur émérite de chirurgie	Suisse
149	Jonathan	Sisson	Ancien président International Fellowship of Reconciliation (IFOR)	Suisse
150	Stephan	Stadler	Président Swiss-Humanity Initiative	Suisse
151	Paul	Vermeulen	Co-fondateur et ancien directeur de Handicap International-Suisse	Suisse